

CHINE

Pékin menace les relations sino-belges

Le vote par les députés belges d'une résolution sur les Ouïghours fâche la Chine. Pourrait-elle rapatrier ses pandas, brider nos exportations de bière ?



Les pandas de Pairi Daiza pourraient être utilisés comme « arme de rétorsion » par Pékin après le vote des députés belges ? © PAIRI DAIZA

VÉRONIQUE KIESEL

Nous appelons la Belgique à rectifier immédiatement son erreur afin d'éviter une dégradation des relations sino-belges. » Le vote, ce mardi, en commission des Relations extérieures de la Chambre belge, d'une résolution dénonçant un risque de génocide des Ouïghours au Xinjiang, n'a pas manqué de faire réagir le porte-parole de la diplomatie chinoise Zhao Lijian. Pour lui, ces accusations sont « absurdes » et « calomnieuses ».

La ministre des Affaires étrangères Sophie Wilmès a en tout cas répondu avec calme : « Dans nos contacts avec les autorités chinoises, nous soulignons l'importance des droits humains et nos inquiétudes sur la situation au Xinjiang, mais aussi à Hong Kong. Je l'ai encore fait le 8 mai dernier avec mon homologue chinois ; je lui ai rappelé aussi que le Parlement a son indépendance et que si le Parlement contrôle le gouvernement, il ne revient pas à ce dernier de le contrôler. »

Adieu pandas ?

Ces « menaces » chinoises pourraient perturber le vote de la résolution en plénière le 1^{er} juillet ? C'est très improbable, le texte ayant été voté à l'unanimité (moins l'abstention du PTB) par des élus soucieux de réaffirmer les droits humains. Mais que pourrait risquer la Belgique ? Un retrait des pandas ? Des interdictions d'exportations vers la Chine de bières et de chocolat ?

Cinq autres Parlements ont précédemment voté des résolutions dénonçant un génocide au Xinjiang, provoquant de vives réactions verbales de Pékin, mais rien de plus.

Après avoir prôné l'an dernier une diplomatie des « loups guerriers » qui a fortement endommagé l'image internationale de la Chine, Xi Jinping a, le 2 juin, demandé à ses diplomates de construire une image plus « fiable, aimable et respectable » de la Chine.

« Un changement de ton qui n'est guère perceptible quand on observe les récentes réactions chinoises aux décisions prises par le G7, l'Otan ou après le vote de la résolution belge », decode

Thierry Kellner, chargé de cours à l'ULB. « La Chine est toujours dans la diplomatie de la menace. Et elle a évidemment des capacités coercitives, qu'elle utilise de plus en plus fréquemment. En limitant les flux de touristes chinois, ou en interdisant des importations de bananes des Philippines, du saumon de Norvège ou de produits australiens. »

Pékin avait par ailleurs déjà annoncé le 22 mars dernier des sanctions contre 10 députés et chercheurs européens, en représailles à des mesures prises par l'Union européenne contre des responsables chinois de la répression au Xinjiang. Parmi les personnes sanctionnées par la Chine, il y avait notamment le Belge Samuel Cogolati ou la Lituanienne Dovile Sakaliene, qui ont, chacun dans leur Parlement, fait voter depuis une résolution sur les Ouïghours.

La Chine a adopté en urgence le 10 juin, à la veille du sommet du G7, une « loi anti-sanctions étrangères » pour contrer « les interférences dans ses affaires intérieures ». « La Chine est désormais une grande puissance décomplexée qui a tracé des lignes rouges et décidé de punir ceux qui les franchissent », reprend Thierry Kellner. « Il y a un paradoxe dans le fait que l'Occident a voulu développer au maximum ses relations économiques avec la Chine pour mieux l'intégrer dans le système international. Or cela se retourne contre les Occidentaux, qui se retrouvent coincés entre le respect de leurs principes et les réalités économiques. »

Par ailleurs, autre paradoxe, la Chine se retrouve en froid avec tous ses principaux partenaires économiques. Et si le nombre de pays qui dénoncent la répression des Ouïghours continue à augmenter, sa position va se compliquer. « La pression augmente en effet fortement sur Pékin, qui a toujours joué sur les divisions. Biden n'est pas Trump, il a pu réanimer alliances et partenariats américains », conclut Kellner. « Face à un front commun USA-UE-Asie, la situation serait vraiment plus difficile... »

ENVIRONNEMENT

Wallonie : d'anciens sites industriels, mais pas de pollutions comparables à celle de Zwijndrecht ?

Bruxelles et la Wallonie sont-elles à l'abri de pollutions comparables à celle de Zwijndrecht ? Si le tissu industriel n'est pas similaire, des risques existent. Encore faut-il chercher les polluants...

MICHEL DE MUELENAERE

Si la pollution autour de l'usine 3M à Zwijndrecht agite beaucoup la Flandre et menace de devenir une tornade politique, le sud du pays n'est assurément pas en reste sur la question de la pollution industrielle. « La Wallonie a aussi hérité d'une importante pollution historique », reconnaît-on au cabinet de la ministre de l'Environnement Céline Tellier (Ecolo). Mais savoir où se cache cette pollution précisément, quelle est sa nature et en quelle quantité est une autre paire de manches.

A-t-on des nouvelles des Pfas, famille de substances perfluoroalkylées à laquelle appartient le Pfos trouvé à Zwijndrecht ? Ces polluants très persistants dans l'environnement et dans les organismes vivants, dont on suspecte la nocivité pour l'être humain, sont en réalité peu recherchés en Wallonie. Ce qui préoccupe les uns : « On ne s'inquiète pas parce qu'on ne sait pas ; ce n'est pas forcément rassurant », résume un expert universitaire. « Sur le sillon Sambre-et-

Meuse et dans toutes les zones très industrielles, il doit y avoir des traces un peu partout dans les sols et l'eau. » D'autres relativisent. « On a effectivement une image incomplète de la problématique », explique Serge Brouyère, ingénieur et géologue à l'université de Liège. « Les polluants perfluorés sont sortis assez récemment et tout le monde commence seulement à en parler. Mais la Wallonie est moins impactée. »

Pour des experts des sites industriels, trouver des sites pollués aux Pfas serait cependant « inévitable ». Les yeux devraient se tourner vers les anciennes usines de peinture ou de vernis, les fabriques de papiers, d'anciennes bases militaires désaffectées, des lieux où sont intervenus des pompiers avec des mousses spéciales...

Mais encore faut-il avoir des preuves. En Flandre, des prélèvements sont réalisés depuis des années dans des poissons (perches et anguilles), excellents bioaccumulateurs des polluants. Ils permettent de constater l'existence des hotspots de pollution ailleurs qu'à Zwijndrecht. Des concentrations particulièrement élevées ont ainsi été relevées dans la Dendre, dont le bassin s'étend sur 673 km² en Région wallonne.

En Wallonie ? On teste les poissons depuis 2017 et les eaux de surface depuis cette année. Sur 352 masses d'eau, dix dépassements de la norme (9,1 microgrammes/kg de poids frais) ont été constatés auprès de poissons entre 2017 et 2019, indique-t-on à l'administration. Des dépassements correspondants à 2 à 3 fois la norme dans le Mosbeux à Trooz (sud-est de Liège), la Wiltz à Wardin (est de Bastogne), le Hain à Tubize (Brabant wallon).

A Bruxelles, des prélèvements sur les eaux de surface en une vingtaine d'endroits (Senne, canal, Woluwe, rivières...) ont aussi été réalisés. « La norme européenne de qualité des eaux de surface qui doit être respectée en 2027 est dépassée », avoue-t-on chez Bruxelles-Environnement. Dans la capitale, des pré-



lèvements sont aussi régulièrement réalisés dans les sols. « Mais on n'y recherche pas de Pfos, en 2013 une enquête a montré qu'aucune entreprise ne fait usage de cette substance. »

Entre 2016 et 2018, dans le cadre du projet Biodien, l'Institut scientifique de service public wallon a réalisé un dépiage de la présence de perturbateurs endocriniens dans les eaux de surface et souterraines wallonnes, ainsi que dans les rejets des stations d'épuration, et même des eaux en bouteille. Parmi les 200 molécules recherchées : cinq composés perfluorés de la famille des Pfas. Ces derniers font partie des substances le plus souvent mises en évidence. Les cinq en question sont détectés dans au moins 35 % des échantillons en Wallonie. A Bruxelles, le Pfos est le seul à avoir été détecté ; dans 13 % des échantillons. « Si un des cinq perfluorés est détecté, les quatre autres le sont généralement aussi », indique l'Issep. « Ce sont principalement les craies du bassin de Mons et, dans une mesure plus limitée, de Hesbaye qui sont impactées. »

Faibles concentrations ?

Plus rassurant : les concentrations sont relativement faibles. « La plupart des points sont caractérisés par des concentrations inférieures à 5 nanogrammes par litre. Seuls quelques points ont des concentrations en somme des cinq perfluorés supérieures à 50 ng/l. » Ces résultats n'étonnent pas Serge Brouyère : « Il y a une grande différence entre Anvers et la Wallonie. Dans le premier cas, on se trouve littéralement le nez sur la source de pollution. Là, si on n'a pas bien contrôlé les émissions, des quantités très problématiques ont été rejetées. Le tissu industriel wallon est très différent : on n'a pas de source de pollution aux perfluorés. En revanche, on observe un bruit de fond diffus lié à l'usage domestique des produits contenant des Pfas, la mise en décharge de déchets, l'usure de systèmes... »

En 2018, 242 entreprises encore en activité avaient été identifiées comme étant potentiellement les plus polluantes au sud du pays. C'est sur le même axe géographique (le long du sillon Haine-Sambre-Meuse) qu'on trouve la majorité des 2.100 à 17.000 anciens sites industriels pour la plupart susceptibles d'être pollués, selon des chiffres datant de 2017. Là se trouvent les vrais hotspots de pollution ; ce sont des aciéries, des cokeries, des grands sites chimiques, des papeteries, des fours à chaux, des décharges... La pré-



La Wallonie a aussi hérité d'une importante pollution historique

Céline Tellier Ministre wallonne de l'Environnement (Ecolo)



KROLL

